

*Initiatives ministérielles*

Il y a un nombre record de gens qui font la queue devant les banques d'alimentation. Ils sont plus nombreux qu'ils ne l'étaient pendant la Grande dépression que ce pays a connue il y a quelques années. Il y a un nombre record de familles à Toronto dont les enfants ont faim.

Le gouvernement doit tendre l'oreille et ouvrir les yeux pour comprendre que les Canadiens ont mal. Oui, les Canadiens s'attendent à de bonnes politiques économiques. Ils le veulent et le méritent. Ils reconnaissent aussi qu'en période de besoin, la tradition dans ce pays veut que les citoyens—et cela fait partie du contrat social conclu avec eux—qui ont contribué durant les bonnes années puissent compter sur une forme d'aide, de protection sociale lorsque les choses vont moins bien.

Un projet de loi comme le projet C-32 ôterait en grande partie leur capacité d'intervention aux gouvernements de provinces comme l'Ontario, où la récession s'est fait le plus durement sentir, où la base industrielle a été le plus durement touchée, où la fermeture d'usines a affecté la plupart des habitants. Une telle mesure s'attaque aux fondements des régimes qui offrent de l'aide aux Canadiens, lorsque les temps sont durs.

Le gouvernement ne peut tout simplement pas ignorer ses politiques à l'égard du dollar, des taux d'intérêt, sa politique budgétaire ou le fait qu'il n'a rien prévu pour permettre aux Canadiens de retrouver du travail. Il ne peut ignorer cela et, en même temps, se décharger de toute obligation sociale en cette période de crise économique.

Il ne peut faire les deux à la fois et s'attendre à ce que les Canadiens lui fassent confiance, arrivent à s'en sortir et se sentent fiers de vivre dans un pays qui a pourtant fait l'envie du monde entier.

Il ne peut faire les deux à la fois, c'est ignorer les besoins économiques et supprimer l'aide sociale, car autrement beaucoup de Canadiens risquent à la fin du mois de ne pouvoir joindre les deux bouts.

De nombreux députés voient arriver le samedi matin, dans leur bureau de circonscription, des Canadiens qui se trouvent dans une situation désespérée. Ce sont des travailleurs de la classe moyenne qui ont du mal à conserver leur niveau de vie. Ils viennent nous voir pour nous demander simplement comment faire, avec des enfants qui vont à l'école, qu'il faut nourrir et habiller. Les deux parents travaillent. Leur emprunt hypothécaire n'est pas

encore remboursé. Les impôts fonciers continuent d'augmenter. La TPS existe bel et bien. Tous les paliers de gouvernement augmentent les taxes. Lorsque ces gens ont besoin d'aide, car ils ne se sont pas mis eux-mêmes dans le pétrin et ils ne contrôlent pas l'économie de leur collectivité, ils constatent que les programmes qui ont pris une telle importance depuis 1966, lorsque M. Pearson a créé le Régime d'assistance publique du Canada, peuvent vous donner de moins en moins.

Maintenant que l'on nous a présenté des propositions constitutionnelles, que les ministériels pensent au rôle du gouvernement national, aux normes nationales et aux moyens de donner à tous les Canadiens un sentiment de dignité et un mode de vie convenable à leurs yeux. Si les conservateurs sont sincères lorsqu'ils parlent d'un véritable rôle national, ils ne peuvent pas envisager sérieusement l'adoption du projet de loi C-32 à cette étape-ci.

À la limite, ce projet de loi pourrait se défendre lorsque la situation économique est bonne. Cependant, ce n'est pas le cas actuellement pour les Canadiens et les collectivités canadiennes. Mais nous ne pouvons probablement pas légiférer en fonction de périodes économiques bonnes ou mauvaises parce que le Canada en traverse et de bonnes et de mauvaises.

Les Canadiens, sachant que leur pays connaîtra des périodes de prospérité économique et des périodes moins bonnes, veulent avoir l'assurance d'un minimum reposant sur des bases solides et stables qui n'est pas constamment remis en cause. Depuis 1984, nous avons vu le gouvernement intervenir dans le champ social, une année, c'était dans le dossier des retraités et cette année, c'est dans celui du Régime d'assistance publique. Nous avons vu que ses interventions ont pour but de miner des programmes pour lesquels nous sommes battus avec férocité dans l'arène politique. Nous ne pouvons pas commencer à miner et à démembrer en si peu de temps ce qu'il a fallu au Canada des générations à édifier.

Je pense qu'en cette ère de cynisme on peut expliquer en partie la perte de confiance des Canadiens envers leurs institutions et leurs députés par le fait qu'ils ont l'impression qu'eux-mêmes et leur pays perdent trop de choses trop rapidement, notamment en termes de souveraineté, par nos relations étroites avec les États-Unis, par le libre-échange et par l'ouverture des espaces aériens. Même sur la scène nationale, ils ont l'impression de perdre des choses qu'ils chérissent et qui ont donné un véritable sens au terme «canadianité».